

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2411 - VENDREDI 18 SEPTEMBRE 2015

LIBERTÉ DE LA COMMUNICATION

Les dirigeants
politiques invités
à apaiser leurs
discours

Le président du Conseil supérieur de la liberté de la communication s'est montré préoccupé face aux discours des acteurs politiques nationaux.

« Le discours politique théâtralise la démocratie, en la faisant paraître comme une illusion. Le verbe crache la peur, laissant reculer l'optimiste pour laisser le pessimiste gagner la place dans nos consciences. Les mots sont violents, les propos sont brutaux », a déploré Philippe Mvouo qui poursuivait hier ses concertations avec les représentants des partis politiques et de la société civile.

Page 2



JEUX AFRICAINS

Le Congo proche des trente
médailles

Avec les deux médailles de bronze gagnées hier à la lutte par Parfaite Mambou (53 kg) et Mandoonelle Mbouma (58 kg) en simple dames, ajoutées à celle gagnée la veille par Ghislain Kanga (98 kg) chez les messieurs, le Congo a totalisé 27 médailles dans ces 11^e Jeux africains de Brazzaville. Une bonne moisson dira-t-on ! Il va de soi que le pays organisateur est bien parti pour atteindre le cap des trente médailles toutes couleurs confondues.

Lire dossier JA



Parfaite Mambou a ajouté hier une nouvelle médaille de bronze au compteur congolais

BURKINA FASO

Une nouvelle transition
se profile à Ouagadougou

Le chef des putschistes à l'origine du coup de force contre les institutions de la transition au Burkina Faso, le général Gilbert Diendéré, a expliqué hier les mobiles de sa manœuvre contre la transition dirigée jusque-là par Michel Kafando.

« Une grave situation d'insécurité pré-électorale régnait au Burkina. Nous sommes donc passés à l'acte en raison des mesures d'exclusion prises par les autorités de transition et pour empêcher la déstabilisation du pays »,

a-t-il déclaré dans un entretien publié par la presse internationale.

En dépit de nombreux appels au rétablissement des institutions en place lancés par la communauté internationale, les putschistes désormais réunis au sein d'un Conseil national de la démocratie envisagent la publication d'un nouveau calendrier des élections.

Général Gilbert Diendéré



Page 7

11^e JEUX AFRICAINS

« La cérémonie de clôture sera très belle », promet Live! By GL Events

Alors que les 11^e Jeux africains touchent à leur fin, Emmanuel David, patron du groupe Live! By GL Events, partenaire dans l'organisation de plusieurs activités, dont la dernière soirée des jeux le 19 sep-

tembre, promet une cérémonie de clôture mémorable.

« Je vous rassure que la cérémonie de clôture sera très belle. Nous avons essayé de la rendre complémentaire de la

cérémonie d'ouverture. Mais ce ne serait pas la même histoire », a-t-il assuré dans une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville.

Lire dossier JA

ÉDITORIAL

Fierté !

Page 2

ÉDITORIAL

Fierté !

Au terme de quinze jours intenses qui ont vu les plus grands sportifs du continent s'affronter dans de multiples disciplines et les athlètes congolais s'inscrire à maintes reprises parmi les meilleurs, l'édition du Cinquantenaire des Jeux Africains s'achève donc aujourd'hui. Et demain, au terme d'une cérémonie de clôture qui s'annonce sublime, cette nouvelle page de notre Histoire commune africaine se tournera.

Les temps à venir permettront certainement de tirer les leçons de cette grande et belle aventure. Mais sans attendre qu'ils rendent leur verdict que pouvons-nous, que devons-nous en retenir, nous Congolais qui avons su la mener de bout en bout dans la paix, le calme, la sérénité, la compétence et l'efficacité ? Ceci que l'on peut résumer en trois phrases.

1-Le peuple congolais, loin d'être divisé comme certains veulent à toutes forces le faire croire, est plus uni que jamais. Dès lors qu'il lui faut relever un défi aussi grand que celui-là, il marche en rangs serrés, forme un bloc et franchit les obstacles accumulés sur sa route sans jamais se laisser distraire. La nation congolaise n'est donc pas un mythe, mais une réalité.

2-Au-delà des querelles politiciennes qui agitent notre classe dirigeante comme partout ailleurs dans le monde, la notion de l'intérêt général l'emporte sur les intérêts particuliers dès lors que l'honneur de la nation est en jeu. En s'abstenant pendant ces deux semaines d'établir leurs divergences sur la place publique, l'opposition comme la majorité ont montré leur sens du devoir.

3-Le Congo, tout au long des Onzièmes Jeux Africains, a projeté de lui l'image d'un pays en pleine émergence, qui se dote des infrastructures les plus modernes et qui joue résolument la carte du panafricanisme. Il s'impose, de ce fait, comme l'un des moteurs de la grande aventure que constituera dans la décennie à venir l'intégration régionale du Bassin du Congo.

Conclusion de ce qui précède : notre peuple a dans ses mains, aujourd'hui, tous les moyens nécessaires pour franchir cette étape décisive sur la voie de son développement. Puisse-t-il le faire dans le calme et la sérénité !

Les Dépêches de Brazzaville

CSLC

Philippe Mvouo invite les acteurs politiques aux discours apaisés

Au cours d'un échange, le 17 septembre à Brazzaville, avec les membres de l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC) et ceux des partis de l'opposition républicaine, le président du Conseil supérieur de la liberté de la communication (CSLC), Philippe Mvouo a interpellé les acteurs politiques à orienter leurs discours en faveur de la démocratie et de la paix.

Les échanges entre le président du CSLC et ses interlocuteurs ont porté essentiellement sur le contenu du discours politique. Car, a souli-

qui n'ébranle pas la tranquillité, qui n'incite pas à la violence, qui ne perturbe pas la paix. »

Philippe Mvouo a rappelé les mis-



Philippe Mvouo

gné Philippe Mvouo : « Le discours politique théâtralise la démocratie, en la faisant paraître comme une illusion. Nous constatons que le discours politique actuel est émaillé de petits mots désobligeants envers les adversaires. Le verbe crache la peur, laissant reculer l'optimiste pour laisser le pessimiste gagner la place dans nos consciences. Les mots sont violents, les propos sont brutaux. Au lieu d'un discours apaisé enrichi par des idées prospectives, on laisse sonner les cloches étourdissantes de la catastrophe. Pourtant il faut rassurer le peuple par une communication qui ne le plonge point dans le vertige. Une communication qui ne discrédite personne. Une communication

sions et le rôle de son institution. Il s'agit, entre autres missions : de veiller à l'exercice du droit à l'information des Congolais, à la protection et à la promotion de la profession de journaliste ; de garantir aux citoyens le libre accès à l'information et à la communication ; de favoriser la libre concurrence et l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinions.

Il a, en outre, indiqué que le CSLC intervient lorsque le discours politique traverse les murs des états-majors des partis pour être diffusés dans les médias. Parceque, a-t-il précisé, le Conseil protège la population contre « la pollution informationnelle » diffusée par les médias.

Qu'en pensent les acteurs politiques ?

« C'est un droit, de penser comme on veut. On est libre d'avoir une opinion contraire à celle de la majorité. Afin d'être effective, la liberté d'opinion doit s'accompagner de la liberté d'expression, d'association, de réunion, et la liberté de manifestation. L'exercice de ces libertés s'accompagne nécessairement des limites afin de ne pas troubler l'ordre public », a déclaré Marius Alain Ngoya Kessi, membre de l'IDC. Selon lui, « Le débat politique doit être contradictoire. Nous partageons le bilan du président de la République parce que nous l'avons accompagné en 2002 et en 2009. Ce qui nous diverge, c'est la vision du futur... Il faut nous donner la liberté d'expliquer cela aux populations. Notre stratégie est dans la non-violence ».

De son côté, Nicéphore Fylla de Saint-Eudes, qui a conduit la délégation de l'opposition républicaine, la question de l'éthique et de la morale doit être revue aussi bien chez les politiques que chez les journalistes. « En réalité la violence est, parfois, transmise par les médias. L'opposition républicaine n'ayant jamais participé à la gestion de l'État, ne saurait être responsable des dysfonctionnements du système démocratique actuel. On ne peut pas faire éloge de la violence alors que l'on sait parfaitement que tout le monde est perdant. La démarche des partis de l'opposition républicaine est de chercher par tous les moyens un consensus pour que le peuple demeure le seul gagnant. Ce n'est pas une démarche de compromis républicain », a-t-il argumenté, plaçant pour que les textes régissant le temps de parole dans les médias audiovisuels soit respecté.

Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Mauouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité :
Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05
532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE EN AFRIQUE

La CEEAC et le BSR-FAO envisagent des stratégies efficaces

Les questions liées à la sécurité alimentaire et à la malnutrition en Afrique centrale ont été au cœur de l'entretien que le coordonnateur du bureau sous régional du Fonds Mondial pour l'Alimentation et l'Agriculture (BSR-FAO) pour l'Afrique centrale, Dan Rugabira a eu, le 15 septembre avec le secrétaire général de la CEEAC également, l'ambassadeur Ahmad Allam-mi.

L'entretien qui s'est déroulé au siège de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) à Brazzaville, a porté essentiellement sur les enjeux de la prochaine réunion sous régionale qui sera organisée du 30 septembre au 02 octobre. Elle aura pour axe principal, le suivi des questions de lutte contre la malnutrition et la sécurité alimentaire en Afrique centrale.

Au terme de leur entrevue, les deux diplomates ont reconnu que la situation alimentaire en Afrique centrale demeure très aléatoire avec des niveaux progressifs d'aggravation de plus en plus élevés dans de nombreuses zones de la sous-région, au Nord du Cameroun, du

Tchad, du Centrafrique, du Burundi, et de la République démocratique du Congo sans oublier les franges importantes des centres urbains où les déficits alimentaires sont souvent chroniques.

Cependant, pour le secrétaire général de la CEEAC, il existe un rapport très important entre la situation des crises à répétition dans de nombreux pays d'Afrique centrale et les pénuries des denrées agricoles à la base de l'insécurité alimentaire et la malnutrition. D'autant plus qu'environ 57% de la population communautaire enregistre des insuffisances alimentaires et des carences nutritionnelles liées à une alimentation insuffisante et peu équilibrée, surtout à

base de racines et tubercules à savoir : le manioc, l'igname et le taro.

Cela s'explique aisément à travers l'aggravation des troubles socio-politiques, les conflits armés plus ou moins à répétition, le manque de paix nécessaire au développement des Etats. « À cela s'ajoute le manque d'infrastructures adéquates ne permettant pas de fluidifier l'écoulement de la production vers les zones urbaines. Ce qui crée aussi le problème de distribution et des habitudes alimentaires », a précisé, le secrétaire général de la CEEAC, ajoutant que pour faire face au problème, la CEEAC a entrepris plusieurs initiatives parmi lesquelles : l'élaboration en

2003 du Programme régional de sécurité alimentaire (Prsa), résultant d'un accord de coopération signé en 2002 entre la CEEAC et la FAO ; la fusion et l'actualisation des Prsa des régions CEEAC et CEMAC en un programme régional de sécurité alimentaire de l'Afrique centrale, notamment au terme d'une réunion des ministres sur la crise alimentaire, tenue en juillet 2008 à Kinshasa en RDC ; l'élaboration des documents du Prsa -AC avec l'appui de la FAO validés en mars 2011 au Cameroun, les résolutions de l'atelier, tenu à Dar-Salam en Tanzanie en mars 2013 avec la participation de la CEEAC qui a permis d'insérer les aspects nutritionnels dans les stratégies et politiques de développement des pays africains ; la prise en compte du Prsa-AC dans le Programme régional

d'investissements agricoles, de Sécurité alimentaire et nutritionnelle (Pnia) qui est un programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique selon les engagements des chefs d'Etat et de Gouvernement pris à Maputo en 2003. « Au plan national, tous les programmes d'investissements agricoles élaborés et adoptés en partenariat avec la FAO, notamment au plan technique et de la Banque mondiale et niveau Financier prennent en compte le volet sécurité alimentaire et nutritionnel », a conclu le responsable de la CEEAC.

Notons qu'à l'issue de leur entretien, les deux personnalités ont invité les gouvernants à prendre un élan politique et à manifester une volonté bien affirmée afin de réduire sensiblement la malnutrition.

Rock Ngassakys

COP21

Le point focal national décide de promouvoir le planting d'arbres et les foyers améliorés

C'est l'une des conclusions de l'atelier de validation du Projet de contribution de la République du Congo, tenu au ministère des Affaires étrangères de Brazzaville sous les auspices du directeur de cabinet du ministère du Tourisme et de l'environnement, Léonard Niéré.

L'objectif ultime de cet atelier qui a réuni les experts nationaux et internationaux était de valider le projet, autrement dit de parvenir à un accord juridiquement contraignant applicable à tous les Etats parties, relatif à la 21e conférence de la Convention-cadre des Nations-unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Paris en France.

Marcel Pambou du point focal national climat, a déclaré que ce document contient des mesures et des engagements que le pays peut prendre et qu'il devrait mettre réellement en pratique pour contribuer à la lutte contre les changements climatiques. Car, chaque pays doit faire un effort pour contribuer à la lutte contre le changement climatique.

En effet, la convention a imposé aux pays industrialisés la responsabilité de lutter contre ce phénomène, tenant compte du principe de la responsabi-

té commune mais différenciée. C'est d'ailleurs, ce qui justifie l'adoption, en 1997, du protocole de Kyoto. Celui-ci énonce des objectifs juridiquement contraignants de réduction d'émissions pour les pays industrialisés, et crée des mécanismes innovants pour aider les pays à atteindre ceux-ci. Lors de la 17e conférence des Parties tenue à Durban, en Afrique du sud en 2011, s'est dégagée la nécessité de mettre tous les pays sur un même pied d'égalité quant à la lutte contre les changements climatiques, et donc d'élaborer un nouvel instrument juridiquement contraignant pour tous les Etats Parties. Il a été retenu que le nouvel accord devra s'appliquer « à toutes les parties ».

C'est ainsi qu'un groupe de travail a été mis en place en vue d'élaborer un nouvel accord, qui pourrait prendre la forme d'un protocole, d'un instrument juridique ou d'un résultat concerté ayant force de loi, et qui devrait être achevé au plus tard en 2015 et entrer en vigueur en 2020. Il est prévu que l'accord soit signé lors de la 21e Conférence des Parties de Paris, a indiqué Léonard

Niééré, lors de la cérémonie d'ouverture.

Cependant, malgré les engagements pris par les pays industrialisés, il s'est avéré que les objectifs fixés par le protocole n'ont pas été atteints. De plus, au fil des temps, certains pays en développement, tels que la Chine, le Brésil, l'Inde, ont atteint un certain niveau de développement qui les a amenés au même niveau, voire plus, d'émission des gaz à effet de serre que les pays industrialisés.

A l'issue des travaux, Marcel Pambou a déclaré : « Nous avons adopté le document qui contient un certain nombre de mesures, entre autres promouvoir la plantation des arbres et les foyers améliorés. Nous allons utiliser des technologies propres, moins polluantes. »

Avant d'annoncer que ce document sera soumis au secrétariat de la Convention, parce qu'il faut un nouvel accord qui puisse remplacer le protocole de Kyoto dans la lutte contre les changements climatiques. Dans ce nouvel accord il sera intégré les mesures prises au niveau national.

Bruno Okokana

COOPÉRATION

La Guinée Equatoriale entend s'inspirer de l'expérience du sénat congolais



José Ela Ebang Mbang répondant à la presse

Reçu en audience par le président du Sénat André Oba-mi-Itou le 17 septembre à Brazzaville, l'ambassadeur de la Guinée Equatoriale au Congo, José Ela Ebang Mbang a déclaré que son pays souhaiterait l'assistance technique et même l'échange des informations entre les sénats des deux pays en vue de mieux travailler ensemble.

« A partir d'aujourd'hui, nous venons de faire le premier pas pour tracer les grandes lignes au niveau de nos deux institutions c'est-à-dire le jeune sénat de la République de Guinée Equatoriale et le sénat de la République sœur du Congo », a déclaré le diplomate Equato-Guinéen, avant d'ajouter, « le sénat congolais est ancien avec beaucoup d'expérience et il est important que celui de mon pays s'inspire de cette expérience ».

José Ela Ebang Mbang a profité de cette rencontre pour remercier le président du Sénat de l'accueil dont il avait été l'objet lors de leurs premiers entretiens.

Jean Jacques Koubemba

INVITATION FOR BIDS

Global IFB No: ROC/Bus Transport/2015/
Braz-PN/001

1. The Government of Republic of Congo has received a loan from the Export Import Bank of India. It is intended that part of the proceeds of this loan will be applied to eligible payments under the contract for proposed work in development of Bus Transport System in the cities of Brazzaville and Pointe Noire in Republic of Congo.

2. The Government of the Republic of Congo, represented by Senior Minister, Ministry of Economy, Finance, Planning, Public Portfolio and Integration, with headquarters in Brazzaville (hereinafter referred to as "the Employer") now invites sealed Bids for Selection of Engineering, Procurement and Construction [EPC] Contractor for Procurement of Rolling Stock and Equipment; Designing, Developing and Construction of infrastructure facilities for Bus operations and supervision of support services for Development of Bus based Public Transportation System and Integrated Facilities in the Cities of Brazzaville and Pointe Noire in Republic of Congo.

3. Interested Bidders may obtain further information from and inspect the Bidding Documents at the office of:

H.E. Felix NGOMA
Ambassador
Embassy of The Republic of Congo,
D-6/13C, VasantVihar,
New Delhi 110057, INDIA
Tel: +91-11-41026031,
Fax +91-11-41026032
Email : ambaco2.inde@gmail.com

4. A complete set of Bidding Documents along with CD-ROM can be purchased by interested Bidders on submission of a written request and upon payment of a non-refundable fee of USD 250/- (US Dollar Two Hundred Fifty) or INR 16,000 (Indian Rupees Sixteen Thousand) in Cash at the Embassy of The Republic of Congo at the address mentioned in Para 3.0 above between 11.00 hrs. to 17.00 hrs. on working days.

The Bidding Documents requested by Post will be dispatched by post/courier on payment of an extra amount of USD 250/- (US Dollar Two Hundred Fifty) or INR 16,000 (Indian Rupees Sixteen Thousand). However, the employer will not be held responsible for the postal delay if any, in the delivery of the documents or non-receipt of the same.

5. It will be the responsibility of the bidder who is submitting the bid to check with the employer and see for any Addendum/Corrigendum issued in this regard from the address given in para 3, from time to time and ensure submission of bid along with all Addendum/Corrigendum."

6. Bids must be delivered to the above office on or before 2 PM on 19-06-2015 and must be accompanied by a Bid security of US\$ 100,000 - (US Dollar One Hundred Thousand) only.

7. Only "Technical Proposal" will be opened in the presence of Bidders' representatives who choose to attend at 3 PM on 19-06-2015 at the office of:-

The Ambassador
Embassy of The Republic of Congo
D-6/13C, VasantVihar,

New Delhi 110057, INDIA
Tel: +91-11-41026031,
Fax +91-11-41026032
Email : ambaco2.inde@gmail.com

8. After evaluation of "Technical Proposal", Employer will prepare the list of qualified Bidders who have passed the Technical Evaluation. The time, date and venue for Price Bid opening will be informed to the qualified bidders only. The Price Bids shall be opened in the presence of Qualified Bidders' representatives who chose to attend the bid opening.

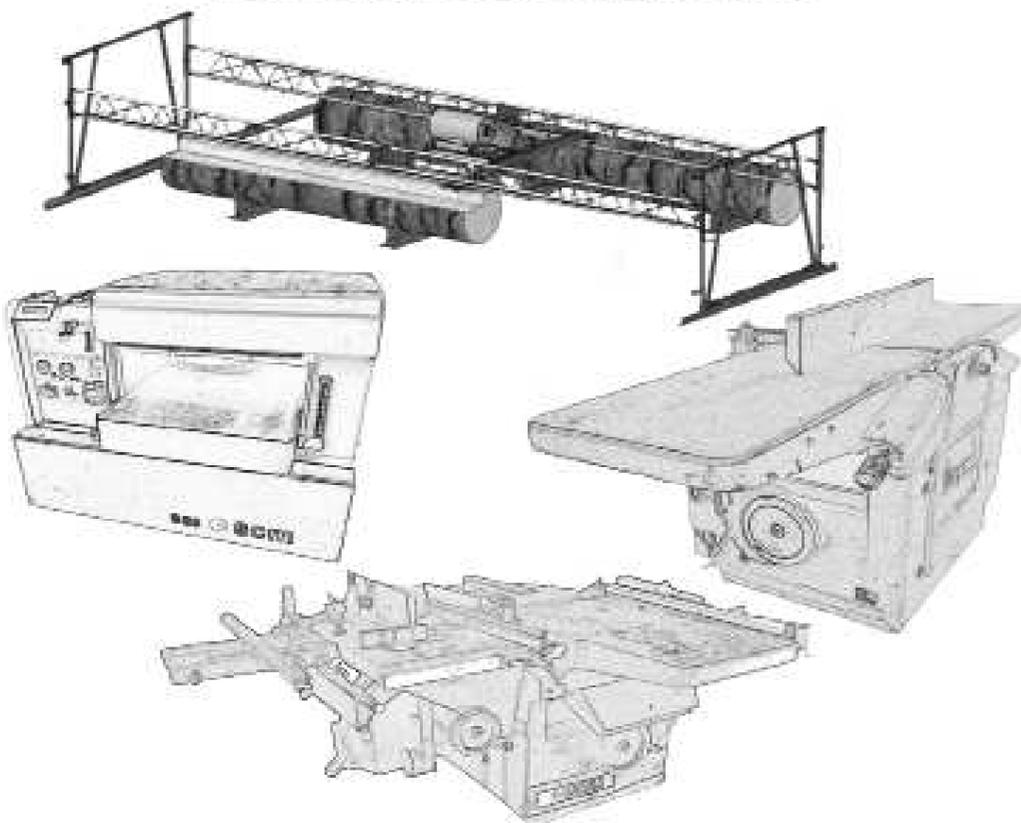
9. Price Bids of those Bidders who failed to pass the Technical Evaluation will be returned to the Bidder's address without opening of the Price Bids along with Bid Security.

10. Interested Bidders who have purchased the Bidding Documents are invited to submit Pre-Bid queries, if any on or before 29-05-2015 (11:00 Hrs) at Employer's email address or at the following address:

H.E. Felix NGOMA
Ambassador
Embassy of The Republic of Congo (Brazzaville),
India
D6/13, VasantVihar,
New Delhi 110057,
Tel: +91-11-41026031,
Fax +91-11-41026032
Email : ambaco2.inde@gmail.com

11. Answers will be delivered to representatives of all the Bidders by e-mail.

VENTE MACHINES A BOIS EXPORT - NEUF & OCCASION Devis avec transitaire



Ets. JOULIN Père & Fils – Paris

10, rue Destouches – 94500 CHAMPIGNY sur MARNE – FRANCE
Brazzaville : 06 66 47 290 - Paris : +33 (0)6 08 02 59 42
Fax : +33 (0)1 42 07 12 13
Email : ets.joulin@free.fr

REMERCIEMENTS



Les enfants et petits-enfants Dioulou remercient tous les parents, les amis et les connaissances qui les ont assistés lors du décès de leur père et grand-père Nicolas Dioulou, survenu le 28 août 2015. Ils expriment leur profonde et sincère gratitude pour le soutien multiforme et toute marque d'affection avant, pendant et après les obsèques. Que Dieu vous bénisse. Que l'âme de Papa et Papi Diou repose en paix.

VASTES TERRAINS A VENDRE A POINTE - NOIRE

- Terrain nu de 800m² à 50 mètre du deuxième module de l'aéroport international Agostino Neto sur le goudron
- Terrain nu de 1000m² sur la route de la frontière vers Agri Congo (Ngoyo)
- Bloc de 30 parcelles à 20 km de Pointe-Noire et à 1 km de la route nationale n°1

Contact : 06 658 13 02

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Le discours politique théâtralise la démocratie, en la faisant paraître comme une illusion. Nous constatons que le discours politique actuel est émaillé de petits mots désobligeants envers les adversaires. »

Philippe Mvouo, président du Conseil supérieur de la liberté de communication (Congo), Brazzaville, le 17 septembre 2015

« Nous partageons le bilan du président de la République parce que nous l'avons accompagné en 2002, en 2009. Ce qui nous diverge, c'est la vision du futur...Il faut nous donner la liberté d'expliquer cela aux populations. ».

Marius Alain Ngoya, membre de l'IDC (opposition), Brazzaville, le 17 septembre 2015

« Je serai au Niger pour participer aux élections. Que ce soit en prison ou hors de prison...Si je suis en prison, c'est un stimulant supplémentaire pour se battre pour que je gagne et que je sorte de prison. »

Hama Amadou, ancien Premier ministre et candidat du Mouvement démocratique nigérien (Moden) à la prochaine élection, RFI, 15 septembre 2015

« Je ne dis pas qu'on ne va pas discuter avec les leaders de Boko Haram, nous allons leur parler. Mais avant cela, nous devons être convaincus qu'il s'agit effectivement de leaders de Boko Haram. »

Muhammadu Buhari, président du Nigeria, RFI, 17 septembre 2015

* « Si la liberté est inégale, la liberté de ceux qui ont le moins de liberté doit être mieux protégée (...) »

Babacar Touré, Le Quotidien (Sénégal), 04 septembre 2015

DIPLOMATIE

Muhammadu Buhari et François Hollande favorables à la tenue d'une conférence sur la sécurité à Paris

En visite d'État à Paris, le chef de l'État nigérian, Muhammadu Buhari, a été l'hôte de son homologue français, François Hollande, le 14 septembre et du Medef le 15 septembre.

Muhammadu Buhari a séjourné à Paris du 14 au 16 septembre. Il était accompagné d'une délégation forte de cinq ministres et d'hommes d'affaires.

Les deux chefs d'Etat ont fait le point sur la lutte contre le groupe islamiste Boko Haram qui sème la terreur dans la région du bassin du Tchad (Nigeria, Cameroun, Niger et Tchad). Au vu de l'ampleur de la situation régionale, François Hollande a proposé à son homologue l'organisation d'un nouveau sommet de coordination pour lutter plus efficacement contre le groupe Boko Haram, qui a fait allégeance à l'organisation Etat Islamique.

« Nous proposons d'avoir encore une réunion dans ce cadre-là, pour que nous puissions renforcer encore notre appui et échanger encore davantage d'informations de renseignement et de moyens pour lutter contre Boko Haram », a déclaré le chef de l'Etat français. Muhammadu Buhari a appelé ses partenaires à respecter leurs engagements. Puis, il a présenté ses inquiétudes: « le principal problème dans la lutte conjointe contre l'organisation terroriste », c'est de s'assurer du suivi de l'engagement de chacun des Etats impliqués dans la force multinationale. Nous devrions mobiliser jusqu'à 7 700 hommes. Mais il y a déjà des manquements: il nous faudra plus de moyens humains. [...]

Nous avons des besoins logistiques et de formation pour nos militaires [...] il y a la question de la recherche de financement pour nous procurer



« le peuple burkinabé doit défendre sa liberté ».

du matériel. Plusieurs pays ont fait des promesses de financement. J'espère qu'elles seront effectivement tenues lorsque nous commencerons nos opérations.

Les échanges ont également porté sur le renforcement de la coopération culturelle (le français est la 1ère langue après l'anglais) ; sur la quête d'Abuja d'occuper une place prépondérante sur l'échiquier international en tant que puissance régionale et continentale ; ainsi que l'intention de ce géant d'Afrique

d'intégrer le Conseil de sécurité des Nations unies.

Deux contrats ont été signés dans le secteur agricole entre le Nigeria et l'Agence française de développement (AFD).

Pour donner un nouveau souffle à l'économie du pays, Muhammadu Buhari était l'invité du Medef. Il a

appelé les entreprises françaises à investir dans son pays. Outre la présence du groupe pétrolier Total et du cimentier Lafarge, de nouvelles grandes entreprises françaises envisagent de s'implanter au Nigeria. C'est le cas du groupe de distribution Carrefour et du constructeur automobile Peugeot.

Une délégation d'entrepreneurs français se rendra au Nigeria et au Bénin, du 4 au 8 octobre 2015.

Noël Ndong

À VENDRE

Parcelle clôturée à vendre (300m2) à l'OCH Mougali 3

* Une (01) maison de : trois (03) chambres, un (01) salon + salle à manger, une (01) cuisine ; un (01) débarras ; toilettes ; douche.

* Une (01) maison (R+1) de deux (02) chambres ; un (01) salon + salle à manger ; une (01) cuisine ; toilettes ; douche.

NB : Prix démocratique, mais à débattre.

Contacts : 05-521-11-34 / 06-997-25-71 / 06-666-71-72

LOCATION OU VENTE

Domaine de 5000 m² à louer ou à vendre à Ngoyo juste à l'entrée de KOTI-FOUTA en direction de la frontière (Nzassi)

Contacts : 06 425 09 45 / 05 504 34 13

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact : 05 532 01 09

Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 / 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org



Institut Africain de Perfectionnement et de Renforcement des Capacités

Une expertise à votre portée

FORMATION - CONSEIL - ASSISTANCE TECHNIQUE

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Négociation commerciale : les 6 étapes gagnantes	3 jours	2 au 4 septembre 2015
Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements	4 jours	7 au 10 septembre 2015
Gestion comptable et financière des projets et programmes	5 jours	14 au 18 septembre 2015
Etude d'impact environnemental et social des projets	5 jours	21 au 25 septembre 2015
Gestion axée sur les résultats et indicateurs de performance	5 jours	28 septembre au 2 octobre 2015

* Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

FORUM D'ÉTÉ DE DAVOS

Le Premier ministre chinois optimiste sur l'avenir économique de son pays

« Il ne s'agit pas d'un optimisme aveugle, car la Chine possède un potentiel et une ténacité interne considérables », a indiqué jeudi le Premier ministre Li Keqiang lors de la cérémonie d'ouverture du Davos d'Été, à Dalian, dans le nord-est du pays.

Des programmes majeurs destinés à promouvoir la nouvelle industrialisation, les technologies de l'information, l'urbanisation et la modernisation agricole enregistrent actuellement des progrès. La diversité des industries chinoises garantit une économie caractérisée par la résistance et une reprise indépendante, a noté le Premier ministre Li.

Selon lui, les réformes structurelles effectuées pour réaliser une expansion économique durable ont été un succès. En tant que plus grand pays en développement au monde, la Chine continuera à prendre des mesures pour maintenir une croissance moyenne à rapide dotée d'une efficacité et d'une qualité plus élevées. Li Keqiang a mis l'accent sur la réforme du secteur financier, soulignant l'importance du marché et de la loi pour un marché des capitaux juste, transparent et stable et un meilleur contrôle des risques. La Chine est soutenue par d'importants dépôts et réserves de change, et ses réformes permettront d'améliorer l'utilisation de ce genre de ressources pour soutenir l'économie réelle.

Le marché du taux de change interbancaire sera ouvert aux banques centrales étrangères, et un système de paiement transfrontalier en Renminbi sera établi d'ici à fin 2015, a révélé le Premier ministre chinois.

LI KEQIANG

« L'avenir de la Chine repose sur l'innovation et l'entrepreneuriat »

Le Premier ministre chinois s'exprimait ainsi le jeudi à l'occasion de la réunion annuelle des Nouveaux Champions 2015, également connue sous le nom de Forum d'été de Davos.

Il a mis l'accent sur l'innovation et l'entrepreneuriat en tant que moteurs clés pour son pays. « Les millions de micro et petites entreprises constituent l'espoir et l'avenir de la Chine », a-t-il déclaré. Li Keqiang a entamé son discours en évoquant une visite effectuée mercredi dans une « petite entreprise de fabrication » à Dalian. Ce fabricant de micro-contrôleurs possède seulement dix employés, mais est parvenu à attirer 280.000 ingénieurs agréés en deux ans et a développé plus de 100 produits. L'entreprise vise à moderniser 30.000 machines vétustes dans l'ancienne base de l'industrie lourde du nord-est de la Chine

afin d'exploiter la valeur de ces machines. Il existe dans le pays des dizaines de milliers d'entreprises similaires capables de réaliser leurs rêves en mettant en commun leur sagesse et leurs ressources, a noté M. Li.

« Elles méritent le titre de 'nouveaux champions' »

D'après le Premier ministre, la créativité est la plus grande ressource du développement de la Chine, où « une vague d'innovation et d'entrepreneuriat » a émergé avec du personnel compétent et des ouvriers migrants. Le gouvernement a adopté des mesures, dont des réductions fiscales et la simplification de procédures administratives, afin de dynamiser les affaires des start-ups. La semaine dernière, un fonds de développement de 60 milliards de yuans (9,4 milliards de dollars) a été créé pour les petites et moyennes entreprises. La Chine dispose d'une

main-d'œuvre abondante, soit 900 millions de personnes, et de sept millions de nouveaux diplômés arrivant chaque année sur le marché du travail. Davantage de diplômés choisissent de créer leurs entreprises. Ils constituent une force importante sur laquelle la Chine peut compter pour maintenir une croissance stable, a indiqué M. Li.

Selon le Premier ministre, plus de 10.000 nouvelles entreprises sont enregistrées chaque jour et elles deviennent des employeurs, ce qui explique la création soutenue d'emplois en Chine malgré le ralentissement de la croissance économique. « L'innovation et l'entrepreneuriat permettent de promouvoir l'équité sociale, parce que toutes les personnes souhaitant exploiter leur créativité peuvent profiter d'opportunités similaires de développement », a-t-il conclu.

Xinhua

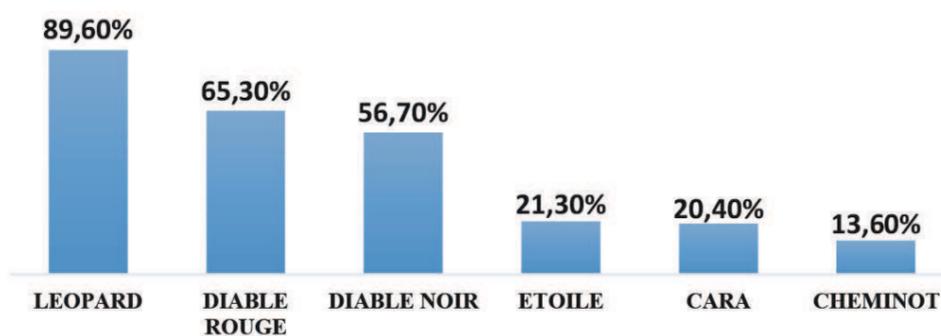


SONDAGE D'OPIONS SUR LE CLASSEMENT DES MEILLEURES EQUIPES CONGOLAISES DE FOOTBALL

Sondage réalisé à Pointe-Noire

Selon un sondage réalisé par l'Institut de sondage du Congo sur le classement des meilleures équipes congolaises de football, l'**AC Léopard de Dolisie** apparaît comme la meilleure équipe de football congolais devant l'équipe nationale (diables rouges) et les diables noirs. L'étoile du Congo, Cara et Cheminot complète ce classement.

Meilleure équipe Congolaise



Cette étude a été réalisée en utilisant une méthode des quotas sur 1.000 sujets, d'une tranche d'âge de 25 à 40 ans sur les 6 arrondissements de Pointe-Noire. Sondage réalisé en juillet.

Institut de Sondage du Congo (INS-CG)

se met à votre écoute pour vous proposer des sondages et des enquêtes de satisfaction adaptées à votre environnement de travail en garantissant une neutralité des études réalisées.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à nous contacter.

Tel : +242 05 559 76 01 / contact@ins-cg.com / www.ins-cg.com

REMERCIEMENTS



Mr Mombouli Duval Seth et Mme Mambouli née Peya Oyous Pamela ;

Nous vous remercions : parents, amis, collègues et connaissances ainsi que le frère ami Blaise Mbeku et madame qui ont effectué la traversée de Kinshasa, pour avoir assistés à nos mariages coutumier(Dot) et officiel ainsi que la bénédiction nuptiale que les dates nous restent inoubliables.

Merci pour vos cadeaux

Merci pour vos soutiens

Merci pour votre présence.

Que Dieu vous bénisse.



Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins



Assurances et Réassurances du Congo

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés!!

Assurance Incendie	Assurance Scolaire
Assurance Transport	Assurance Construction
Assurance Multirisque Habitation	Assurance Maladie
Assurance Globale Banque	Assurance Voyage
Assurance Responsabilité Civile	Assurance Entreprise
	Etc...

Agence BZV : Avenue Amilcar Cabral - Tél : +242 22 281 53 89 / 22 281 16 90
 Agence PNR : 129, Avenue Fayette Tchitembo - Tél : +242 22 281 40 67 / 94 12 88
 Email : arc@arc-congo.cg - www.arc-congo.cg

BURKINA FASO

Une nouvelle transition se profile à Ouagadougou

Les militaires du régiment de la sécurité présidentielle sont passés à l'acte le 16 septembre en séquestrant le président de transition, le Premier ministre et quelques membres du gouvernement. Jeudi, ils ont annoncé dans la foulée la dissolution de toutes les institutions de la transition et la création d'un conseil national de la démocratie, à la tête duquel est placé le général Gilbert Diendéré, ancien chef d'état-major particulier de l'ex-président Blaise Compaoré, évincé le 30 octobre 2014 à la suite d'un soulèvement populaire.

Cette fois, la transition ne semble plus civilo-militaire telle qu'elle était mise en place il y a près d'un an, coiffée moitié par un civil, président de la République, moitié par un militaire, Premier ministre. Le tandem Michel Kafando- Issac Yacouba Zida ayant été éconduit manu militari, la nouvelle transition burkinabé timbrée Conseil national pour la démocratie (CND) sera peut-être fortement militarisée. Son chef, Gilbert Diendéré est un général réputé discret mais qu'on ne présente plus. Longtemps à l'ombre de Blaise Compaoré, surtout à partir de 1987, année de la prise du pouvoir par ce dernier, jusqu'à son départ forcé vingt-sept ans après, il est accusé par les opposants au coup de force d'avoir agi sous l'instigation de l'ancien président, exilé en Côte d'Ivoire. Ce que rejette le nouvel homme fort du Burkina Faso.

Aussitôt l'annonce de la prise du pouvoir par les militaires burkinabés, les réactions sont venues

pays même, les organisations de la société civile tentent de se réunir pour, affirment-elles « défendre la démocratie et le pays en péril ». C'est également le message lancé le 17 septembre sur RFI par Cherif Sy, le président du Conseil national de transition pour qui : « le peuple burkinabé doit défendre sa liberté ».

restres et aériennes du pays sont fermées. Il faut craindre la poursuite des incidents au cas où les opposants au coup d'Etat étaient appelés à organiser des manifestations de rue comme ce fut le cas à la fin de l'année dernière, lorsque les débats étaient focalisés autour de la Constitution burkinabé.

Rappelons que le Burkina Faso

de l'exclusion d'anciens collaborateurs du président déchu du processus électoral. Si d'aucuns pensent que ceci n'est qu'un prétexte pour justifier le coup d'Etat, d'autres observateurs considèrent que le régime de transition aurait dû intéresser l'ensemble de la classe politique aux scrutins électifs et ainsi tenter de contenir les rancoeurs chez les anciens dirigeants. Un dilemme quand on sait que le camp de ceux qui avaient réussi à chasser Blaise Compaoré du pouvoir avait les siennes tout aussi vives.

Par la voix du Lieutenant-Colonel Mamadou Bamba intervenu sur les antennes de la télévision nationale, les militaires putschistes qui sont certainement en train de s'organiser pour chercher à consolider leur pouvoir appellent à « une large concertation pour former un gouvernement qui se dévouera à la remise en ordre politique et la restauration de la cohésion nationale pour des élections inclusives et apaisées ». Il leur faudra le sens des responsabilités et de la mesure pour éviter l'embrasement du Burkina Faso.

Gankama N'Siah

Le général Gilbert Diendéré justifie le coup d'Etat

Le président du Conseil national de la démocratie, chef des putschistes du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) à l'origine du coup d'Etat du 16 septembre contre le président Michel Kafando et l'ensemble des autorités de la transition a expliqué le pourquoi de ce geste à trois semaines des élections au Burkina Faso.

« Une grave situation d'insécurité pré-électorale régnait au Burkina. Nous sommes donc passés à l'acte en raison des mesures d'exclusion prises par les autorités de transition et pour empêcher la déstabilisation du pays », a déclaré le Général Gilbert Diendéré.

Il estime que les élections qui devaient se tenir le 11 octobre, n'auraient pas été bien organisées compte tenu des problèmes constatés comme l'adoption de la loi sur le code électoral qui exclut un certain nombre de personnalités.

« Cela pouvait amener des troubles soit avant les élec-

tions, pendant la campagne, ou bien après, lors des résultats ».

« Nous allons discuter avec les acteurs et nous verrons dans quelles conditions nous pourrions fixer une date pour les élections », a-t-il ajouté.

À la question de savoir si les manifestations sont autorisées pour permettre à la population de s'exprimer librement, le nouvel homme fort du Burkina Faso a répondu qu'ils vont « essayer de maintenir l'ordre, de faire en sorte que cela se déroule dans le calme, que l'on puisse éviter tout débordement, tout désordre qui pourrait subvenir au niveau des localités ».

Concernant le sort des autorités de la transition, il a indiqué qu'ils ont été placés en résidence surveillée, qu'ils vont bien et seront bientôt relâchés.

Yvette Reine Nzaba

de partout. Les Nations unies, l'Union africaine, l'Union européenne, la France et les Etats-Unis notamment ont invité ces derniers à libérer les dirigeants arrêtés et à rétablir les institutions de la transition. Dans le

Des cas de violences sont signalés dans la capitale Ouagadougou et dans certaines localités du pays. Un couvre-feu a été décrété par les militaires de 19 heures à 6 heures du matin, tandis que les frontières ter-

devoir tenir l'élection présidentielle le 11 octobre afin de mettre un terme à la transition qui a suivi le départ du pouvoir de Blaise Compaoré. Des contradictions étaient cependant nées et se sont enracinées en raison

NÉCROLOGIE



Guy-Gervais Kitina, Bienvenu Joseph Nganga, Manager du Groupe «Ya Bobo» au marché Total et famille informent parents, amis et connaissances du décès de leur tante, mère et soeur, Joséphine Mfilani, survenu le 10 septembre 2015 au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à Mafouta en face de l'école le Ranch Azur (Arrêt parking).

L'inhumation aura lieu le vendredi 18 septembre selon le programme ci-après :

9h00 : levée de corps à la Morgue du CHU

10h30 : recueillement au domicile

12h00 : messe en l'église protestante de Mantsimou

14h00 : départ pour le cimetière Loukanga

16h00 : retour et fin de la cérémonie.



Antoine Moundele, Dominique Obambi et familles annoncent aux parents, amis et connaissances le décès inopiné de David Ossima, survenu le jeudi 10 septembre 2015 à 13 heures 50 minutes précises au Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au n°1 de la rue Tsoudzou, quartier maman Mbouale.

Réf : arrêt de bus "arrêt ya kala"

IN MEMORIAM



18 septembre 2006 - 18 septembre 2015, voici aujourd'hui 9 ans que le Seigneur a rappelé à lui Basile Minani Nguenard, ancien fondé de pouvoir à la trésorerie de la Cuvette-Ouest.

En cette date de triste anniversaire, les enfants Nguenard, prient tous ceux qui l'ont connus à savoir : parents, amis et collègues du Trésor d'avoir une pensée pieuse pour lui.

Papa nous ne t'oublierons jamais.

Tes conseils demeurent toujours en nous.

Que ton âme repose en paix.

CENTRAFRIQUE

Le FMI débloque 11,8 millions de dollars pour relancer l'économie

Le Fonds monétaire international (FMI) l'a annoncé le 15 septembre dernier dans un communiqué. Cette facilité de crédit rapide permettra de faire face à la balance des paiements et à la relance de l'économie du pays. Cette nouvelle aide financière du FMI est un ouf de soulagement pour l'économie centrafricaine paralysée par le conflit armé. « Cette aide, allouée dans le cadre d'une facilité de crédit rapide, doit permettre au gouvernement de faire face à des besoins urgents en matière de balance des paiements et l'aider à mener à bien son programme de relance économique », a précisé le communiqué.

En mars dernier, une facilité de crédit rapide de 7,9 millions de dollars avait été allouée par le FMI au trésor public centrafricain pour justement aider le pays « à poursuivre la mise en œuvre d'un ensemble de mesures et de politiques économiques et structurelles

destinées à rétablir la stabilité macroéconomique, à assurer le rééquilibrage des finances publiques et à renforcer les capacités des pouvoirs publics ». Le Conseil d'administration de l'institution monétaire avait alors estimé que la RCA reste confrontée à une crise qui nuit à la reprise économique et perturbe les fonctions élémentaires de l'État. La priorité en RCA, a fait remarquer le même communiqué, est de redoubler d'efforts pour promouvoir la réconciliation sociale, améliorer la sécurité et mettre en œuvre son programme d'urgence. A propos de l'urgence, le pays prépare activement les élections générales, la présidentielle couplée aux législatives. L'Autorité nationale des élections (ANE), chargée d'organiser le scrutin évoque un manque de moyen financier qui risque de conduire à un glissement de la transition.

Fiacre Kombo

La Minusca annonce renforcer sa présence dans 11 villes du pays

Au total 11 bureaux de terrain ont été nouvellement ouverts par la Mission onusienne dans le pays dans certaines villes de la Centrafrique. Cela dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'État, la protection des civils et les efforts de réconciliation et de la cohésion sociale.

L'annonce a été faite par Myriam Dessables, cheffe de la communication publique de la Minusca, ce mercredi 16 septembre, lors de la conférence de presse hebdomadaire. En plus des objectifs précités, ces bureaux vont également renforcer la présence de la Minusca sur le terrain. Ils vont participer à l'établissement du dialogue entre les communautés.

Sur la question de regain de violence dans

la partie sud-est de la Centrafrique, Myriam Dessables a fait savoir que la zone de Obo et Bangassou font partie des villes où ces nouveaux bureaux ont été ouverts. Dans ses activités, la Minusca a eu à mener la semaine dernière une mission de protection à Mbiti et à Dekoa, dans la préfecture de la Nana-Gribizi. L'objectif était de faire un état des lieux des exactions commises par les groupes armés non conventionnels. Les villes qui ont accueilli ces nouveaux bureaux sont: Kaga-Bandoro, Bambari, Berberati, Bossangoa, Bira, Obo, Paoua, Bria Bangassou, Bouar et Ndélé.

Source : Réseau des journalistes centrafricains pour les Droits de l'homme



EMPRUNT OBLIGATAIRE

PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE "EOG 6,00% NET 2015 - 2020"



ÉMETTEUR : ÉTAT GABONAIS

Montant de l'émission | **80** Milliards FCFA

Période de souscription : du 17 au 24 septembre 2015

INVESTISSEZ DANS LA ROUTE ET DONNEZ PLUS DE VALEUR À VOTRE ÉPARGNE



Taux d'intérêt
6,00%
Net par an

Nombre d'obligations : 8 000 000 • Prix d'une obligation : 10 000 FCFA • Minimum de souscription : 50 titres
Amortissement : linéaire quatre (4) ans et un différé d'un (1) an • Maturité : cinq (5) ans

Conformément aux dispositions régissant l'Appel Public à l'Épargne en zone CEMAC, cette opération a été enregistrée par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale sous le numéro COSUMAF-APE-01/15.

www.empruntobligatairegabon2015.com

Conseiller Financier



Union Gabonaise de Banque
Groupe Attijariwafa bank

Arrangeur



SCB Cameroun

Co-chefs de File



Cotation



BVMAC

Syndicat de placement : BGFI Bourse - Crédit du Congo - Financia Capital - LCB Capital - Union Gabonaise de Banque



CELUI QUI CONDUIT NE BOIT PAS

Une journée de promotion de la consommation responsable !

Du Mexique à la Malaisie, de la Pologne à la Papouasie-Nouvelle-Guinée en passant par le Rwanda et la Russie, plus de 50 filiales du groupe HEINEKEN organisent dans le monde entier des activités pour la deuxième édition de la journée de la « Consommation Responsable », ce Vendredi 18 septembre.

Durant les jours et les semaines autour du vendredi 18 Septembre 2015, HEINEKEN a pour objectif de toucher plus de 40.000 de ses employés et des milliers de détaillants et de consommateurs dans le monde à travers divers activités visant à démontrer notre engagement pour réduire les dommages liés à l'abus d'alcool et à promouvoir la modération.

Les activités marquantes

- En RDC, la BRALIMA lance la campagne «*Connaissez vos limites*» pour atteindre 20 millions de personnes à travers tout le pays grâce à la télévision, des panneaux d'affichage et une communication numérique ;
- Au Rwanda, des documents éducatifs seront distribués à 12.000 élèves dans 3 districts ;
- Au Vietnam, des talk-show avec des experts de la santé seront réalisés sur 4 sites de production à travers le pays ;
- Au Liban, la brasserie HEINEKEN va travailler avec une ONG locale pour distribuer des dépliants et des tests d'alcoolémie à 2000 consommateurs dans les pubs et les clubs ;
- Au Mexique, il sera demandé à 100.000 détaillants de s'engager à demander aux jeunes adultes de montrer leurs papiers d'identité avant de leur vendre de l'alcool. Cela fait partie de la campagne «*Ne te ment pas à toi-même* » en collaboration avec la «*National Beer Chamber* », le groupe concurrent ABInBev et des micros brasseurs.
- En Slovaquie, des patrouilles de brasseurs accompagnés de la police nationale vont travailler sur le terrain dans 8 villes pour parler des dangers de l'alcool au volant.

Au Congo Brazzaville :

BRASCO s'est engagé depuis plusieurs années à sensibiliser ses consommateurs sur les dangers de l'abus d'alcool. Depuis 2009, nous faisons de l'auto régulation en écrivant sur les étiquettes de nos boissons alcoolisées un message de prévention. En 2013, nous avons organisé pour la première fois à Pointe-Noire une opération de sensibilisation contre l'association de l'alcool et de la conduite. Cette campagne a eu lieu en partenariat avec la Préfecture de Pointe-Noire, la Gendarmerie et des syndicats de chauffeurs de taxis et bus.

Pour cette année, BRASCO communique à la télévision grâce à un spot de prévention sur les dangers de la conduite en état d'ivresse. Le but : alerter les consommateurs sur des comportements à risque pouvant mettre leur vie et celle des autres en danger. Le spot sera diffusé sur plusieurs chaînes du pays pendant le mois de Septembre et avant les Fêtes de fin d'année.

Organiser une Journée de promotion de la consommation responsable est notre façon de mettre en lumière le travail que nous réalisons jour après jour à travers le monde sur ce sujet grâce à des partenariats fructueux avec les ONG, les agences gouvernementales et les communautés locales; à travers nos campagnes et les innovations de nos marques; et grâce à la collaboration entre les groupes du secteur brassicole à l'international.

Pour la première fois cette année, les groupes Heineken, Carlsberg et Anheuser-Busch InBev collaborent et coordonnent des activités le même jour afin d'accroître l'impact de cette campagne. Aucune de nos entreprises ne gagne à ce qu'une consommation excessive soit faite de nos produits. En organisant des activités sur la consommation responsable le même jour, le 18 Septembre, nous multiplions nos chances d'atteindre un maximum de consommateurs !

Pour plus d'informations, consultez:

Notre site www.brasseriesducongo.com

Notre page facebook www.facebook.com/brasseriesducongo

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Vers une nouvelle redistribution des cartes

Les sept sociétaires du groupe politique dénommé « G7 », récemment exclus de la majorité présidentielle, deviennent par la force des choses des opposants au pouvoir de qui ils émanaient jusqu'hier, renforçant ainsi les bases de l'opposition à quatorze mois des législatives et de la présidentielle de novembre 2016.

Le désormais « feuilleton G7 » continue de défrayer la chronique. La révocation mercredi sur ordonnance présidentielle d'Olivier Kamitatu et Pierre Lumbi respectivement ministre du Plan et conseiller spécial du chef de l'État en matière de sécurité, après l'exclusion du G7 de la coalition au pouvoir, ne sera pas sans conséquences au plan institutionnel. Avec un peu plus de recul, on perçoit toute l'étendue d'effets collatéraux auxquels pourrait donner lieu cette décision avec, à la clé, un chambardement à tous les niveaux où sont présents les membres du G7. En demandant aux leaders des partis frondeurs membres de ce regroupement (MSR, Unafec, ARC, PDC, MSDD, ACO et Unadef) de tirer toutes les conséquences de leur auto-exclusion suite à leur mémorandum non digéré du 14 septembre adressé au chef de l'État, le bureau politique s'attend logiquement à ce que les concernés ou leurs délégués dans les institutions puissent démissionner d'eux-mêmes.

En prenant acte de leur exclusion de la majorité présidentielle tout en réitérant le fond de leurs revendications contenues dans le mémorandum choc décrié, les membres du G7 ont, par le fait même, fermé toute possibilité de négociations pour un éventuel re-

tour dans les rangs. Tout est aujourd'hui consommé. Placés dans une situation de non-retour, Olivier Kamitatu, Pierre Lumbi, Charles Mwando Nsimba, Gabriel Kyungu Wa Kumwanza, José Endundo, Christophe Lutundula et Banza Maloba devraient, en toute logique, commencer par rendre le tablier en se délestant des mandats qu'ils ont acquis du fait de leur appartenance à la majorité. À la présidence, au gouvernement, à l'Assemblée nationale, dans les entreprises du Portefeuille de l'État et autres, bref partout où preste un cadre du G7, il lui sera prié de libérer gentiment son poste.

Une recomposition politique à tous les niveaux paraît inévitable à commencer par le gouvernement où le G7 compte douze ministres. Même scénario attendu à l'Assemblée nationale où le poste de premier vice-président est tenu par l'Unafec Charles Mwando Nsimba et celui de rapporteur par le MSR Norbert Ezadri. L'on s'interroge toutefois de quelle manière la majorité présidentielle va procéder pour obtenir la démission de ces deux membres du bureau de l'Assemblée nationale couverts par leur règlement intérieure. Désignés par leurs pairs, seuls ces derniers ont le pouvoir de les défenster par une motion de défiance en bonne et due forme initiée à leur rencontre. Le G7 disposant aussi de quelques postes dans des conseils d'administration et comités directeurs des entreprises, il va de soi que leurs animateurs seront amenés à démissionner pour se conformer au « choix stratégique » de leurs leaders en rupture de ban avec la coalition au pouvoir. Maintenir le cap de la stabilité

Maints analystes pensent, à juste titre d'ailleurs, qu'il ne sera pas dans l'intérêt du chef de l'État de pousser l'outrecuidance jusqu'à cautionner une véritable chasse à l'homme en débusquant les cadres du G7 partout où ils se retrouvent. Avec soixante-dix-huit sièges sur plus de trois cent que compte la majorité présidentielle à l'Assemblée nationale, il va sans dire que le G7 pèse même si une certaine opinion tend à relativiser son impact sur la « Kabylie » qui continue de tenir la dragée haute. Une autre, par contre, redoute le basculement des députés du G7 dans le camp de l'opposition parlementaire qui s'en trouverait ragaillardie. Lorsqu'on ajoute la catégorie d'indécis qui fulminent dans la majorité sans trop y croire, il y a de quoi redouter quelques surprises désagréables lors des votes à bulletins secrets qui sanctionnent généralement certaines motions de défiance contre des membres du gouvernement émanant de la majorité.

À tout prendre, l'avenir des sept leaders membres du G7 exclus de la majorité va désormais dépendre de la perception que leurs bases respectives auront à développer par rapport à leur geste qui frise plutôt un courage politique exceptionnel. Il faudrait craindre un effet contagieux au sein de la majorité qui a tout intérêt à resserrer les rangs à quatorze mois des législatives et de la présidentielle de novembre 2016. Pour rappel dans leur mémorandum adressé à Joseph Kabila, leur autorité morale, les leaders du G7 ont prôné l'alternance démocratique et se sont opposés à toute révision constitutionnelle tout comme à un prolongement du mandat présidentiel au-delà de 2016.

Alain Diasso

DIASPORA CONGOLAISE

Un centre de réfugié Aus Kongo à Berlin

L'Interkulturelleshauspanafrika, un centre d'accueil pour réfugiés du continent sera implanté dès 2016. Une première pour les réfugiés issus du continent à Berlin.

Très implantée à Berlin, la communauté congolaise de la capitale allemande s'active pour faciliter au mieux l'intégration des réfugiés originaires du continent. Irène et Claudie Kissassé, originaires de Kisangani (RDC) sont à la tête de l'association Pro-Afrika. Créé il y a une dizaine d'années, ce collectif prend sa part dans la nouvelle diplomatie que l'Allemagne souhaite mettre au point avec l'Afrique. C'est également dans cette perspective qu'un centre d'accueil unique verra le jour à Berlin. Le seul qui est destiné aux réfugiés issus du continent. « *Le bâtiment sera disponible en novembre prochain. Il est situé à Schonefeld, en plein cœur de Berlin.* », avance Irène Kissassé avant d'ajouter : « *200 réfugiés seront accueillis dans ce centre où seront dispensés des cours d'allemand, des formations à la création d'entreprises avec des startups locales.* »

Les entreprises berlinoises comme partenaires

Outre la création de sociétés, des formations professionnelles seront mises en place : « *des chauffeurs de bus ou des caristes nous accompagneront dans l'apprentissage de ces métiers, pour les hommes et les femmes. Des entreprises se sont déjà engagées en ce sens avec nous* », poursuivent-elles sans donner les noms de ces sociétés volontaires. Un programme qui fonctionnera aussi grâce à la participation d'une trentaine de travailleurs sociaux et de quelques dizaines de bénévoles. L'Interkulturelleshauspanafrika sortira de terre d'ici à la fin de l'année 2016. Actuellement en pleine négociation sur les fonds alloués, Irène et Claudie Kissassé espèrent récolter près de 10 millions d'euros pour assurer la pérennité de ce bâtiment qui comporte cinq étages. Mais elles prévoient déjà, en Allemagne : il faut y aller marche par marche.

Rudy Casbi

Bernard Mayo, défenseur du lingala à Berlin

Bernard Mayo, 46 ans, artiste à succès, résidant berlinois originaire de Kisangani, revient pour nous sur son parcours. Rencontre avec ce créateur hors pair.

Humble, discret autant que curieux. Résidant berlinois depuis une vingtaine d'années et artiste polyvalent à succès, Bernard Mayo n'en demeure pas moins modeste. Ce mot a une résonance particulière dans la bouche de ce créateur aux talents riches et variés. Tantôt dessinateur de BD en RD Congo, tantôt chanteur puis créateur de dessins animés à Berlin. Un artiste aux multiples facettes capable de tout... sauf parler de lui.

Car les personnages, qu'il met en scène, le font pour lui. Bernard Mayo, 46 ans et en pleine préparation d'un 4ème album musical, n'en est donc pas à son coup d'essai en matière de création artistique. Auteur de bandes dessinées pour le magazine Jeune pour Jeune avant de se lancer dans la production de BD religieuses relatant la vie de Saint-Paul, Bernard Mayo a vu sa palette s'élargir considérablement depuis son arrivée en Allemagne. C'est désormais en tant que créateur de dessins animés qu'il prolonge son succès artistique. Séména, ce personnage truculent aux facéties surprenantes, a vu ses histoires partagées par près de 300 000 youtubers. Un succès viral sur tout le continent depuis 2001, du Burkina Faso en passant par le Congo ou encore le Nigeria. Ce qui a valu à Bernard Mayo d'être primé au festival Vu d'Afrique à Montréal la même année.

La suite pour Bernard Mayo ? Continuer son combat en faveur du Lingala à Berlin. Ses chansons, comme ses dessins animés sont d'ailleurs produits en lingala. « Une langue que les Allemands ne comprennent pas mais dont ils semblent apprécier les sonorités. Alors autant continuer ! », s'enthousiasme-t-il. Et encore une preuve de ce succès qui ne se dément pas : un concert est déjà prévu à Berlin, le 11 novembre prochain.

R.C.

UNION EUROPÉENNE

160.000 demandeurs d'asile seront relocalisés

Les députés européens ont validé le 17 septembre une proposition d'urgence en provenance d'Italie, de Grèce et de Hongrie afin de relocaliser 120.000 réfugiés entre les États membres de l'Union européenne. En vertu de la proposition de la commission, ces demandeurs d'asile seraient déplacés depuis l'Italie (15.600), la Grèce (50.400) et la Hongrie (54.000). Ce nombre vient s'ajouter au régime initial pour relocaliser 40.000 demandeurs d'asile, approuvé par le Parlement le 9 septembre et par le Conseil Justice et Affaires intérieures le 14 septembre. Le nombre total de personnes à relocaliser est donc de 160.000. La Hongrie, qui ne se considère pas comme un pays de première ligne, ne souhaite pas bénéficier de ce régime de relocalisation. Les États membres participant au régime recevraient 6.000 euros par personne relocalisée, y compris un taux de pré-financement de 50% pour permettre aux autorités nationales d'agir très rapidement. Les pays depuis lesquels les demandeurs d'asile seraient transférés devraient recevoir 500 euros pour chaque personne relocalisée, pour couvrir les coûts de transport.

P.Nd.

ENTREPRENARIAT

AFIF 2015 prévu du 24 au 26 novembre 2015

L'Africa finance & investment forum (AFIF) est un évènement d'affaires annuel organisé par l'ONG EMRC basée à Bruxelles.

L'AFIF 2015 est axé cette année sur le thème « Accès au financement & à l'entrepreneuriat ». Près de trois cents personnes venant du monde entier sont attendus à l'AFIF 2015. Pendant trois jours, les décideurs du Nord et du Sud, les investisseurs et les entrepreneurs du secteur privé échangeront afin de trouver des solutions pratiques d'affaires. Le forum réunira des financiers qui cherchent à trouver de vrais projets, des opportunités d'investissement et des partenariats à long terme. Des séances B2B et des séances personnalisées seront organisées pendant le forum. Une formation pré-forum sur le thème « *Comment établir un business plan et cibler le financement approprié ?* » sera offerte à tous les participants professionnels.

Concours pour les PME

En marge du forum sera organisé un concours en faveur des PME africaines. Le lauréat du concours, renseigne-t-on, qui sera une petite et moyenne entreprise africaine,



L'affiche du forum

recevra un prix en espèces de 5.000, 00 dollars américains, une année de publicité à l'intérieur et en dehors du continent africain, une participation gratuite à l'AFIF 2015, ainsi qu'à la formation et les frais de déplacement et hébergement offerts par EMRC. « *Cette année, nous encourageons le concours en offrant la chance à tous les entrepreneurs africains basés en Afrique à soumettre leur projet d'affaires. Nous faciliterons leur présence, ce qui en retour montrera l'importance de la représentation des PME pendant notre évènement* », explique Inès

Bastos, Sr Project Manager chez EMRC.

Soutenir les entrepreneurs

L'AFIF est un évènement d'affaires annuel organisé dans le contexte des activités internationales de l'EMRC et a pour objectif de promouvoir le secteur privé dans le continent africain, tout en encourageant les entrepreneurs et en attirant les investisseurs dans le continent africain. L'AFIF a un double objectif : renforcer les capacités financières des secteurs privés en Afrique et promouvoir la création de nouveaux partenariats via la promotion de projets joints et des relations commerciales Nord-Sud et Sud-Nord. EMRC est une organisation non gouvernementale composée d'un important réseau d'entrepreneurs, d'institutions financières, de consultants et d'officiel basés partout dans le monde entier. La mission d'EMRC est de renforcer le secteur privé en Afrique afin qu'il aboutisse à un développement économiquement viable via les partenariats.

Patrick Ndungidi



VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

du LUNDI au VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES **PEINTURES**
CÉRAMIQUES **MUSIQUES**

Musée du Bassin du Congo
galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS

L'art dans sa **Généralité**,
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou N'Gusso immeuble les manguiers (Mpila) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

MEGA CONCERT
CLÔTURE DES 11^{ÈMES} JEUX AFRICAINS BRAZZAVILLE 2015

AVEC **ROGA ROGA**
TRESOR MVOULA TM9
NZETE SEXY CHOCOLAT

19 SEPTEMBRE
AU STADE DE L'UNITE DE KINTELE

ENTREE LIBRE
A PARTIR DE 15H

BIZ ICE / MAKHALBA MALECHECK / BANA A6 / SONIA BLED
DJ ANTIVIRUS / DJ MIGO ONE / DJ EPELA / DJ ROX / DJ TOKALA
KHADAFI SANTOS / DJOSON LE PHILOSOPHE

GUEST : DJ BODDI SATVA (PARIS)

Djason philosophe the winner, el vencedor, el caliente et l'orchestre Super Nkolo Mboka en concert, tous les dimanches à partir de 15h00 au bar Terrasse du Night club **Five stars**, 120 rue Boundji, Talangai, 2^e sortie Nord en allant vers Petit-chose-ba jardin entrée: consommation 1500f
Cadeau signé retour sur scène nationale, après les Amériques et l'Europe

REMERCIEMENTS

Irolde Immaculée Ndonga Madede, Wilfried Madede, les enfants Madede remercient tous les parents, les amis et les connaissances qui les ont assistés lors du décès de leur père Serge Madédé, alias Patou, survenu le 26 juillet 2015 à Brazzaville.

Pour exprimer leur profonde et sincère gratitude, une messe comémorant les 45 jours sera dite le 20 septembre en l'église Saint-Pierre Claver de Bacongo à 11h00.

Un apéritif est prévu à la fin de la messe, au, n° 1207 Mbemba Hyppolite à Makélékélé (derrière le commissariat central) à 14h30.

Que Dieu vous bénisse. Que l'âme de Papa Serge Madédé, alias Patou repose en paix.

SANTÉ

Sortie officielle de l'Association nationale des soins palliatifs

La sortie officielle de cette association, qui s'est déroulée le 16 septembre au centre catholique Caritas, a été patronnée par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi. C'était au cours de l'ouverture des travaux du 2e congrès national sur les soins palliatifs placé sur le thème « Vers les soins palliatifs pour tous. Cultures et soins : diversités d'approches ».

L'Association nationale des soins palliatifs est présidée par Odette Mwamba. Elle a pour mission de promouvoir et soutenir les soins palliatifs abordables et adaptés aux exigences culturelles. Elle est une plate-forme qui réunit les ONG et les autres partenaires internationaux pour améliorer la qualité de vie de personnes souffrant des maladies graves et évolutives. « L'association ne se limitera pas uniquement à la ville de Kinshasa. Elle envisage s'étendre sur toute la RDC parce que les malades nécessitant des soins palliatifs ne sont pas seulement à Kinshasa, ils sont à travers tout le pays et nous ferons un effort pour être là où on a besoin de nous », fait savoir Odette Mwamba. De son côté, le ministre de la Santé publique a reconnu que les soins palliatifs n'étaient pas pris en compte dans le Programme national de développement sanitaire 2011-2015 et aujourd'hui tout était mis en marche pour intégrer cette nouvelle approche dans le système de santé congolais.

Outre l'organisation du premier congrès, le Dr Félix Kabange Numbi a fait savoir que quelques réalisations ont été faites dans le cadre des soins palliatifs. Il s'agit en l'occurrence de la formation en Ouganda des professionnels de santé en soins palliatifs; de la mise en place de l'association nationale des soins palliatifs; de la recherche sur les soins palliatifs pédiatriques à Kinshasa et la mise en place d'une bibliothèque virtuelle en soins palliatifs.

Pour le ministre de la Santé publique, son ministère est engagé à développer cette nouvelle approche dans le cadre de la couverture universelle sanitaire. La tenue de ce 2e congrès, laisse-t-il entendre, est très capitale car « il apporte d'autres expériences qui vont permettre d'intégrer les soins palliatifs dans le système de santé ».

Aline Nzuzi

CRISES EN AFRIQUE

L'UE veut se doter d'un fonds d'affectation spécial d'urgence

Dans son discours sur l'état de l'Union, prononcé le 9 septembre dernier, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a déclaré que l'institution qu'il préside veut mettre en place un fonds d'affectation spéciale d'urgence, doté initialement de 1,8 milliard d'euros provenant des moyens financiers de l'Union, afin de résoudre les crises qui frappent les régions du Sahel et du lac Tchad, la Corne de l'Afrique et l'Afrique du Nord. Nous voulons aider à ramener durablement la stabilité, par exemple en créant des possibilités d'emploi dans les communautés locales, et ainsi résoudre les causes profondes de l'instabilité, des déplacements forcés doubler d'efforts pour dialoguer avec les partenaires régionaux afin qu'un gouvernement d'entente nationale puisse bientôt être mis en place. « Avec tous les instruments dont dispose l'Union, nous devons être prêts à aider ce gouvernement à assurer, dès son installation, la sécurité de la population et la fourniture des services nécessaires. L'aide humanitaire et l'aide au développement de l'Union devront être immédiates et de grande ampleur », a souligné le président de la Commission européenne.

Patrick Ndongidi

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

L'OCDE révisé à la baisse les perspectives mondiales en 2015 et 2016

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a révisé à la baisse les perspectives de croissance mondiale en 2015 et 2016 jusqu'à 3,0% et 3,6%, par rapport aux prévisions de 3,1% et 3,8% annoncées en juin. L'OCDE prévoit une croissance de 2,4% cette année et de 2,6% en 2016 aux États-Unis, alors que dans la zone euro, l'économie devrait croître à un rythme de 1,6% en 2015 et de 1,9% en 2016. La Chine devrait enregistrer une croissance de 6,7% en 2015 et de 6,5% en 2016. En Inde, le rythme de l'expansion économique sera de 7,2% en 2015 et de 7,3% en 2016. Au Brésil, l'activité économique devrait diminuer de 2,8% en 2015 puis de 0,7% en 2016.

P.Nd.

MÉDIAS

FFJ constate une dangereuse autocensure

La décision serait liée, selon l'ONG, à la fermeture des médias proches de l'opposition.

Dans une communication faite le 15 septembre, à l'occasion de la célébration, de la journée internationale pour la démocratie, l'association de défense et de promotion de la liberté de la presse, Freedom for journalist-Afrique (FFJ), a dénoté une dangereuse autocensure que les journalistes s'imposent, depuis la fermeture des médias proches de l'opposition à Kinshasa. « La liberté de la presse est une exigence et même un thermomètre de la démocratie. Mais nous constatons que la démocratie est bien malade du fait de l'autocensure que les journalistes s'imposent mais aussi la fermeture, à la pelle, des médias dont la ligne éditoriale ne rencontre pas celle du régime », a déclaré le chargé d'assistance judiciaire de FFJ, Me Nkashama. Cette organisation a, en effet, fait constater que les activités politiques couvertes par les journalistes ne sont pas rendues correctement lorsque les parties importantes de reportage sont censurées par les reporters, par peur. « A la télévision, à la radio comme dans les journaux, les reportages sont censurés de sorte que l'information censée être donnée n'apparaît pas », a souligné FFJ dont les observateurs sont présents dans certaines conférences de presse qui évoquent des questions politiques brûlantes.

L'ONG évoque, par exemple, l'autocensure que des médias présents s'étaient imposés dans leurs reportages lors d'une conférence de presse de Human Rights watch (HRW), une organisation de droit américain qui



Les journalistes lors d'une manifestation de l'UDPS

avait demandé au Président de la République de révoquer et de traduire en justice un haut responsable de la Police du fait des indices sérieux de son implication dans la violation des droits de l'homme. « Je ne peux pas faire passer cette information, car notre chaîne risque d'être fermée », aurait confié un journaliste à FFJ. « C'est trop sensible ce que les responsables de HRW ont dit. Je donne juste ce qui ne peut pas nous attirer des ennuis car le contexte ne le prête pas », aurait déclaré, pour sa part, un autre journaliste d'un des rares médias indépendants dans la capitale.

FFJ a noté que depuis que la majorité des médias proches de l'opposition sont réduits au silence, les quelques rares radios et télévisions indépendantes se censurent par peur de connaître le même sort que Canal Kin Télévision (CKTV), Canal Futur Télévision (CFTV), Radio Lisanga Télévision (RLTV) et Radio Télévision Jua Lubumbashi (RTJL), appartenant à des membres de l'opposition. Alors que C-News, un périodique indépendant pa-

raissant à Kinshasa et réputé pour ses investigations sur la gestion jugée opaque des dirigeants, est fermé et son directeur a purgé près d'un an de prison pour « imputations dommageables ». Selon FFJ, ce journal est en règle avec l'administration de la communication et le fisc mais il est empêché de paraître lorsque ses livraisons sont systématiquement confisquées par la Police et des imprimeurs de journaux d'informations de la capitale ont reçu l'ordre de ne plus l'imprimer. « Le ministre des Médias peut bien gagner en offrant un environnement favorable à l'exercice de la liberté de la presse et accepter la contradiction. Présenter ce périodique comme un tract n'est pas correct puisque les preuves de la régularité et de la légalité du journal sont archivées à son administration dont FFJ a pu obtenir copies. L'autocensure que s'imposent les médias est préjudiciable à la démocratie et est l'antithèse du principe fondamental du droit du public à l'information », a ajouté Me Nkashama.

Lucien Dianzenza

SPECTACLE

Deux dates pour Coup Fatal à Kinshasa

Tenu pour le grand événement du mois à l'affiche à la Halle de la Gombe les 18 et 19 septembre, porté par le KVS & les ballets C de la B, le projet qui a quasiment fait le tour du monde revient sur le lieu où il a vu le jour après quatre récentes représentations d'affilée en Australie.

Pièce maîtresse du spectacle qui allie musique, théâtre et danse, le contre-ténor Serge Kakudji fait savoir que Kinshasa accueillera ce week-end les 105e et 106e représentations de Coup Fatal. La remarquable pièce vient tout juste d'assurer l'ouverture du Brisbane Festival le 5 septembre. L'événement en cours en Australie jusqu'au 26 septembre lui avait réservé carrément quatre dates, soit des représentations successives de Coup Fatal réalisées les 5, 6, 7 et 8 septembre.

La grande première kinoise de Coup Fatal ne laisse pas de marbre

Serge Kakudji. Prêt à investir la Grande Halle de l'Institut français (IF) dans quelques heures avec ses complices, un orchestre de treize musiciens de Kinshasa, il a en vue de le vivre comme « un moment de partage ». Mais bien plus, a-t-il confié aux Dépêches de Brazzaville : « Je vais jouer chez moi. Je suis plutôt curieux de voir comment le public kinois va accueillir Coup Fatal ». La première pensée qui lui vient à l'esprit, dit-il, c'est de « partager cette joie de vivre » qui l'anime. Il rappelle ici que son spectacle est construit autour « de morceaux que j'aime et qui constituent un chemin universel ». Le contre-ténor souligne qu'à ses yeux, Coup Fatal est quelque chose d'énorme. Un rêve de réunir deux mondes dans un même univers.

La musique de Coup Fatal inspirée en majeure partie du répertoire baroque de Bach, Haendel,

elle fait aussi de la place à plusieurs autres compositeurs. Mais toute sa magie réside dans la fusion des phrases baroques avec la musique congolaise traditionnelle et populaire jouée en partie à l'aide d'instruments locaux à l'instar du likembe ou piano à pouces et du xylophone. Le rock et le jazz sont aussi mis à contribution dans le spectacle qui a pour décor un impressionnant rideau de douilles, œuvre du sculpteur Freddy Tsimba.

Pour ceux qui l'ont vu, Coup Fatal reste un spectacle d'une énergie incroyable. Pour Serge Kakudji, c'est toujours l'occasion de « partager ce que je ne peux dire. Quand je choisis de parler de la vie sur scène, je fais de mon mieux pour être le plus vrai possible. J'essaie de résister avec le spectacle, au travers de l'art ».

Nioni Masela

ART D'ORPHÉE

Plus de 40 artistes d'horizons divers attendus à Visa for music 2015

On s'avance doucement vers la tenue de la deuxième édition de Visa for music (VFM), le salon international des musiques d'Afrique et du Moyen-Orient. Cette rencontre culturelle de grande envergure se tiendra du 11 au 14 novembre à Rabat, capitale du Maroc.

Les organisateurs de forum, conduite par le directeur du VFM, Brahim El Mazned, viennent de dévoiler un programme riche d'activités. Aussi les participants assisteront-ils à un marché, et il y aura des rencontres professionnelles, des conférences, des projections de films documentaires, indique le communiqué de presse de VFM. Il est également prévu plus de quarante showcases qui visent à mettre en lumière les artistes du Maroc et du reste de l'Afrique, du Moyen-Orient et de la diaspora.

La très attendue sélection du

VFM 2015 a été rendue publique en deux volets. La première annonce révèle une programmation aux couleurs variées. Et naturellement, l'art d'Orphée est à l'avant-plan de cette programmation. Le royaume chérifien abritant le VFM, l'on retient parmi la sélection marocaine Jamal Nouman Sextet, la chanteuse Oum, le groupe Mazagan & Hamid El Hadri et le rappeur Dizzy Dros.

Outre le Maroc, d'autres groupes musicaux et artistes maghrébins sont attendus à cette édition 2015 du Salon international des musiques d'Afrique et du Moyen-Orient. On cite la formation Nadia Khaless Trio (qui est à cheval entre la Tunisie et le Maroc), la fusion transe d'Imed Alibi (Tunisie), les Algériens de Djmawi Africa, le Gabacho Maroconnection (constitué des membres qui sont marocains, espagnols et



Brahim El Mazned, directeur de VFM

français). On note la participation d'Al-Mu'tamid, et de The king of the Al-Andalus qui, tous les deux, proposent un voyage dans une Andalousie plurielle (Portugal, Espagne, Maroc). Les influences métissées d'Afrique seront cer-

tainement captivantes au VFM avec des artistes comme Moh ! Kouyate (France/Guinée), Maya Kamaty (Île de la Réunion), Al Sarah & The Nubatones (Soudan), le rappeur burkinabè Smockey et la chanteuse jazz Jemimah Sanyu and Unit 446 (Ouganda) ; ils se produiront sur la scène de Rabat.

Les musiques du Moyen-Orient répondront présentes à ce rendez-vous international avec le groupe de rock Indé jordanien Autostrad, les Égyptiens Cairookee, les rockers palestiniens d'Elcontainer Band, la formation turque animée par le saxophoniste Ilhan Ersahin, ainsi que Tarabband. « Cela fait quelques siècles que les esthétiques musicales africaines ont traversé l'Atlantique et c'est tout naturellement qu'elles seront notamment représentées par des formations

afro-caribéennes avec le groupe creole de l'île colombienne de San Andres et la formation électro 7 Estrelo du Brésil », lit-on sur le communiqué de VFM.

« Premier salon professionnel de la musique du Maroc, du Moyen-Orient et d'Afrique, ViFM s'annonce comme le marché international atypique et incontournable des Musiques du Monde et Actuelles pour ces territoires, et comme la plate-forme interprofessionnelle de la filière musicale au Maroc et pour les pays du Sud. En outre, il constituera pour l'identité musicale marocaine actuelle une vitrine de premier plan. VFM se veut être le rendez-vous incontournable pour les professionnels de l'industrie de la musique au sens large... », précise le directeur Brahim El Mazned de cette structure culturelle dans un édit.

Martin Engimo

VIE DES CLUBS

DCMP vise la qualification en compétition africaine interclubs

Après quelques années de disette au niveau national, le Daring Club Motema Pembe (DCMP) est déterminé à décrocher une place africaine cette saison. Aussi l'équipe a choisi de s'isoler afin de mieux préparer son match de la première journée prévu pour dimanche.

Le DCMP joue son premier match de la saison 2015-2016, le 20 septembre, au stade Tata-Raphaël de Kinshasa, en première journée du championnat national. L'adversaire, c'est le TC Elima de Matadi. Et dans les rangs des Immaculés de la capitale RD-congolaise, on ne jure que par une victoire, question de bien entamer la saison. Depuis quelques jours, l'équipe s'est retirée au Centre technique Kurara Mpova de la Fédération congolaise de football association (Fécofa) à une cinquantaine de kilomètres du centre de Kinshasa pour affûter ses armes.

L'entraîneur Mwinyi Zahera et son adjoint, le technicien français Daniel Bréard, conduisent les entraînements. L'entraîneur principal

Mwinyi Zahera est revenu sur la forme des joueurs avant d'aborder le match contre Elima. « L'on est à quatre semaines de préparation, mais pour être au point et efficace, les joueurs doivent accumuler cinq ou six semaines de mise au vert. Cependant, il y a une très nette progression et un groupe a été monté avec des anciens et des nouveaux joueurs. Nous avons quitté le stade Tata-Raphaël pour s'isoler au Centre technique de la Fédération. L'objectif du club cette saison est de terminer en ordre utile pour une place africaine », a-t-il rassuré. Mwinyi Zahera a invité les supporters à s'unir pour soutenir le club : « Il y aura des matchs difficiles, et il n'y a pas de réussite facile mais nous gardons notre ligne de mire. Les supporters doivent être derrière l'équipe et non en bandes divisées et manipulées afin de déstabiliser l'équipe avec des conflits. Qu'ils viennent encourager leurs joueurs et ils seront satisfaits de la qualité de production de l'équipe ». « Il y

a une nette progression de l'ensemble des joueurs après quatre semaines de préparation », a confié le coach français Daniel Bréard. Et l'attaquant burkinabè Sanogo, recruté dans la vague d'autres joueurs professionnels venus de la France, a indiqué : « Nous sommes là pour aider le club à retrouver son niveau d'antan ». Rappelons que le DCMP a changé de visage depuis l'élection du président Gentiny Ngobila et récemment l'arrivée de l'homme d'affaires français, Henri Legarda, ancien président du Mans lorsque l'équipe était en L1 française. Ce tandem (Ngobila-Legarda) a emmené au club quelques joueurs passés par le club français, avec l'objectif de ramener DCMP dans l'élite du football congolais et sur l'échiquier africain. Un million six cent mille euros ont été injectés dans le club et une société a été créée afin de gérer un DCMP relooké. L'on attend donc voir le résultat de cet investissement sportif.

M.E.

LA SANTÉ DE LA FEMME EN RDC

Le volontariat italien se mobilise

Une campagne est lancée en Italie pour le diagnostic précoce du cancer chez la femme de la République démocratique du Congo.

Plus de pap-test pour les femmes du Congo afin de déceler tôt le cancer du sein : c'est l'objectif de la campagne que viennent de lancer la fondation italienne Umberto Veronese et le CESVI (une ONG fédérative des organisations de volontaires au développement). Leur initiative s'intègre dans le projet Women profile for Africa qui veut lutter contre la mortalité causée chez la femme africaine

par le cancer du sein et du col de l'utérus, les plus fréquents et les plus meurtriers. Grâce à la vente d'un CD de musique réalisé pour l'occasion par la Warner music Italy, artistes et musiciens italiens s'engagent à reverser le fruit des recettes pour la cause de la femme africaine. Les musiques proposées sont celles « capables de susciter une émotion » et amener à la prise de conscience sur le mal silencieux mais meurtrier du cancer, affirment les initiateurs de cette campagne.

Les sons sont notamment un mélange de musiques Afro-pop, Ur-

ban Soul de Zap Mama, sur des rythmiques de l'étoile montante de la musique montante, Y'akoto. Mais des artistes de renommée internationale parmi les plus connus en Italie, tels la Béninoise Angélique Kidjo et le duo de R&B proposé par Joss Stone et d'autres sonorités plus familières aux oreilles occidentales sont également dans ce CD vendu 10 euro. Imany, Les Nubians, l'Hispano-guinéenne Buika et le célèbre couple malien d'Amadou et Mariam complètent la palette au service de cette cause de la femme.

Lucien Mpama

AMICAL FIFA EN OCTOBRE

La RDC affrontera le Gabon, le Sénégal ou le Nigeria en Belgique

Après la désillusion de Bangui face aux Fauves du Bas-Oubangi, les Léopards football de la RDC vont se mobiliser pour d'autres importantes échéances. Le sélectionneur Florent Ibenge en a fait part lors d'une récente intervention télévisée à Kinshasa.



Les Léopards de la RDC

Les Léopards de la RDC seront actifs au mois d'octobre avec deux rencontres pour la journée Fifa. Le sélectionneur Florent Ibenge s'est fixé l'objectif de qualifier la RDC pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) en Gabon en 2017. « Les échéances arrivent très vite et l'on doit se préparer en conséquence afin d'atteindre nos objectifs », a-t-il indiqué lors d'une intervention télévisée. « Nous projetons de disputer un premier match amical le 8 octobre contre, soit le Sénégal, soit le Nigeria à Mons en Belgique », a révélé le sélectionneur de la RDC. Il a par la suite confirmé le deuxième match amical prévu le 13 octobre à Bruxelles contre les Panthères du Gabon. Il a également évoqué la défaite subie à Bangui contre les Fauves du Bas-Oubangi de la République Centrafricaine lors de la deuxième journée des éliminatoires de la CAN 2017. Le résultat décevant à Bangui fait partie des réalités du football africain, a dit Florent Ibenge, soulignant qu'il y a « encore quatre matchs et que l'objectif demeure de finir premier à l'issue de la sixième journée et obtenir la qualification ».

Revenant sur les échéances sportives de la RDC, Florent Ibenge -qui cumule aussi les fonctions de sélectionneur des Léopards locaux (avec des joueurs évoluant dans le championnat national)- a rappelé que la RDC va affronter une fois de plus les Fauves du Bas-Oubangi le 18 octobre à Kinshasa. Ce sera dans le cadre des éliminatoires de la quatrième édition du Championnat d'Afrique des Nations (Chan); c'est la dernière compétition créée par la Confédération africaine de football (CAF) qui concerne les sélections africaines constituées des joueurs évoluant dans leurs championnats nationaux respectifs. La RDC, se souvient-on, avait remporté la première édition du CHAN en 2009 à Abidjan en Côte d'Ivoire, en battant le Ghana en finale (2-0). Florent Ibenge a aussi parlé des éliminatoires de la Coupe du monde de Russie en 2018 : « En novembre, on va à nouveau se retrouver pour la manche aller des éliminatoires du mondial contre le vainqueur du tour préliminaire entre le Burundi et les Seychelles, et en mars 2016, ce sera la troisième journée des éliminatoires de la CAN Gabon 2017 ». Et le sélectionneur a insisté sur les ambitions de la RDC : « Les échéances sont clairement connues et nous ne nous éloignons donc pas de nos objectifs. Même si l'on s'est compliqué la vie face à la République Centrafricaine en deuxième journée des éliminatoires, notre objectif est d'être présent à la CAN au Gabon, ensuite de participer au CHAN en 2016 au Rwanda et enfin, se retrouver à la phase finale de la Coupe du Monde en Russie en 2018 ».

M.E.

BGFI Bank, Fier partenaire
des Jeux du Cinquantenaire



DU 04 AU 19 SEPTEMBRE 2015



Tél.: +242 06 944 50 85/05 544 85 22
+242 05 544 89 88/05 544 85 20
Fax : +242 22 281 50 89/90
Email : eqccongo@bgfi.com

www.bgfi.com



BGFI Bank
Votre partenaire pour l'avenir



MUSIQUE

Nzété Oussama en concert au Cercle culturel Sony Labou Tansi



L'évènement est organisé par la maison de production Royal Park, une structure œuvrant pour le bien-être et l'épanouissement de l'enfant. Le concert aura lieu le samedi 26 septembre 2015 au Cercle culturel Sony Labou Tansi à Baongo, le deuxième arrondissement de Brazzaville.

Pour finir en beauté les grandes vacances et reprendre l'année scolaire 2015-2016, la maison Royal Park organise un grand concert avec l'artiste musicien Nzété Oussama, le samedi 26 septembre 2015 à partir de 15h au Centre culturel Sony Labou Tansi à Baongo.

Idriss Désaf, assistant de la directrice de Royal Park, explique le mobile de ce concert. « C'est un concert fin des vacances. Nous

nous sommes dit que les vacances sont finies, d'où il fallait organiser un concert pour ceux qui vont repartir pour l'école le samedi 26 septembre. Et nous avons pensé travailler avec un artiste qui a un nom, en la personne de Nzété Oussama. »

En première partie de ce concert, les artistes invités sont: Maralba Malchèke Keykolor, Winner Streit et bien d'autres. Il y aura également un invité surprise, un artiste de la République démocratique du Congo (RDC). La productrice de ce concert réserve également une série de surprises à tous ceux qui seront présents au concert de l'artiste Nzété Oussama, particulièrement aux élèves.

B.Ok.

POINTE-NOIRE

Les journalistes appelés à garnir les grilles de programmes par des productions littéraires

Près d'une trentaine de journalistes de l'audio visuel et de presse écrite, issus d'organes privés et publics participent à l'atelier sur l'exploitation des genres littéraires en milieu journalistique ouvert le 17 septembre à Pointe-Noire en présence de Jean Louis Batchy, chef de service communication, représentant la délégation du Conseil supérieur de la liberté de communication (Cslc).

Organisée par la Direction départementale du livre et de la lecture publique de Pointe-Noire, cette formation a pour but d'amener les journalistes à être plus compétents dans l'exploitation des œuvres littéraires. En effet, les journalistes sont appelés à être capables d'identifier les différents genres littéraires, de dégager les caractéristiques mais aussi à travers quelques cas pratiques qu'ils soient capables à bien écrire un reportage portant sur le livre en y mettant des informations adéquates. Pendant trois jours, Alphonse N'kala et Guy Serges Mayeko, respectivement directeur départemental du livre et de lecture publique à Pointe-Noire et au Kouilou, les facilitateurs des échanges vont apporter aux journalistes leur savoir dans une approche méthodologique participative.

Pour Alphonse N'kala, ce séminaire a été initié à partir du constat amer fait sur l'absence injustifiée dans les programmes des organes de presse de la place des émissions et reportages sur le livre. La carence d'animateurs chevronnés en la matière, le désintéret de certains journalistes au livre, la paresse ... peuvent



Alphonse N'kala

expliquer cette remarque peu reluisante « La littérature est à la fois un art et une science. En tant que science, elle doit avoir des règles et bien sûr un vocabulaire approprié pour bien rendre le papier. Le journaliste doit donc avoir des connaissances sur l'histoire littéraire, les genres, pour bien rendre le papier. Ce savoir s'acquiert par la formation d'où sont tributaires la bonne diction, le mot juste dans une phrase bien construite, la pensée bien structurée et la connaissance lucide », a-t-il dit et d'ajouter « la presse doit s'impliquer dans la promotion du livre et la formation du public. Le livre doit être replacé au centre de nos préoccupations journalistiques ».

Remerciant les organisateurs pour l'initiative unique en la ma-

tière, Jean Louis Batchy, représentant du Cslc a souhaité que les professionnels de l'information et de la communication tirent un maximum de profit au cours de ce séminaire en exploitant de manière judicieuse les communications et les échanges « Il existe à Pointe-Noire des grilles de programmes dépourvues totalement ou presque d'émissions consacrées à la littérature. Cela est inadmissible quand on sait que le journaliste est appelé à jouer le rôle de médiateur entre l'écrivain et le critique d'une part et le livre et le public de l'autre. Ce séminaire vient à point nommé à l'heure où la concurrence entre les medias est féroce et exige du journaliste la spécialisation c'est-à-dire les capacités intellectuelles nécessaires pour maîtriser le domaine qu'est la littérature par exemple ».

La connaissance de quelques concepts littéraires, les genres littéraires et l'identification des extraits de textes selon les genres littéraires auxquels ils appartiennent ont meublé la première journée. Le deuxième jour sera consacré à l'identification des sous-genres romanesques, théâtraux et leurs caractéristiques avant l'étude d'un cas pratique le troisième jour, avec la présentation d'un des livres de l'écrivain Hugues Eta, suivie de la production individuelle sur le livre.

Hervé Brice Mampouya et Lucie Prisca Condhet

BRIN D'HISTOIRE

La leçon des Jeux Africains

Demain samedi, 19 septembre 2015, le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso procédera à la clôture des Jeux du Cinquante-naire. Le stade de l'unité, qui porte bien son nom en tant que projet et nouveau paradigme de l'espoir de rédemption nationale, a été le théâtre des joutes sportives dans la paix.

En 1965, les Premiers Jeux africains se sont déroulés dans une atmosphère marquée par des coups d'Etat du nord au sud du continent; des dirigeants ont été renversés. En effet, deux ans avant le rendez-vous de Brazzaville, l'Afrique connaissait son premier coup d'Etat postindépendance au Togo. Parmi les insurgés qui remettront le pouvoir à Grunitzky, le sergent Etienne Eyadema. L'onde de choc de ce premier coup d'Etat s'est répandue partout, des décennies durant, et entraîné une profonde mutation dans les pays touchés par ce nouveau mode d'accession au pouvoir. Ahmed Ben Bella est renversé alors qu'il assistait à un match de football le 19 juin 1965. Ce coup d'Etat aurait pu compromettre la participation de l'Algérie aux Premiers Jeux Africains. Dans un autre contexte, les tur-

bulences politiques entre Léopoldville et Brazzaville furent un autre sujet d'inquiétude. Au-delà de ces péripéties, l'Algérie et le Congo-Léopoldville (Kinshasa), pour ne citer que ces deux cas, participèrent aux jeux de Brazzaville. Le sport unit les peuples, heureusement. La fraternité africaine est plus forte que les contingences politiques.

En 2015, après les coups d'Etat, l'Afrique vit désormais l'ère des déchirements tragiques, celle des guerres civiles et, depuis peu, la montée des intégrismes de toutes sortes qui font du mal au continent. C'est donc dans ce contexte géopolitique préoccupant que le Congo a organisé les 11èmes Jeux Africains. Presque tous les pays du continent y ont participé, à la grande satisfaction du public congolais. Les Congolais, viennent de montrer leur capacité à sauver l'essentiel, c'est-à-dire, le Congo. Cette attitude de retenue est à mettre au crédit des hommes politiques toutes obédiences confondues. Il faut espérer que la même retenue perdurera au-delà des jeux.

L'évolution inéluctable et nécessaire des institutions ne doit pas être le

prétexte pour tout jeter par-dessus bord. Ce que les partisans de la paix, au-delà des appartenances partisans, si tant est que les partis aient encore un sens dans ce pays, et aussi, au-delà de quelques personnes fanatisées, doivent pousser ces quelques extrémistes, ils sont de tous les camps, à observer la même retenue, à se parler et cultiver la paix.

Ils doivent penser à la mémoire de tous leurs frères qui ont perdu la vie dans toutes les violences qui ont émaillé la vie politique de ce pays. Il faut pour cela une volonté sans faille de sauver la paix au Congo. L'Afrique en général, et l'Afrique centrale, en particulier, nous regardent. Nous sommes encore, dans la sous-région, un havre de paix alors que tout autour de nous le feu couve sous la cendre. Partout, le Congo y compris, les équilibres sont précaires. Ne nous cachons pas derrière notre petit doigt. C'est pourquoi, les partisans de la paix au Congo ont le devoir de faire triompher les forces de la vie sur les forces de la mort, pour tourner définitivement la page du spectre de la violence qui sert de programme à certains hommes politiques congolais. Partout dans le

monde, la démocratie est en crise. Nous ne pouvons plus nous satisfaire du modèle désuet et en crise dans les vieilles démocraties. Nous devons réinventer la démocratie à l'aune de notre propre expérience. Sans inquisition et sans objurgations.

Les Congolais sont un peuple paisible. C'est la leçon que nous pouvons tirer des jeux de Brazzaville 2015. Ils viennent de nous en donner la preuve. Les forces de paix sont, à l'évidence, face aux extrémismes de toutes sortes, majoritaires dans notre pays. Elles ne doivent pas accepter de laisser leur Destin entre les mains de quelques hommes qui ne pensent qu'à eux-mêmes. Elles doivent imposer le compromis politique pour contrarier l'inclination de certains à la guerre et à la violence. Les partis politiques au Congo sont désormais inaudibles. Ils prospèrent sur la forfanterie.

Les partisans de la paix doivent garder la main après les jeux. Les prochains jours leur offrent l'occasion de montrer que l'aspiration du peuple à vivre en paix est profonde.

MFUMU